



PREFET DU NORD

PHOTO
D'IDENTITE

TIMBRE FISCAL

TIMBRE FISCAL

PREMIERE DEMANDE D'UN TITRE DE SEJOUR REFUGIE/PROTECTION SUBSIDIAIRE

VOTRE ETAT CIVIL

Monsieur Madame

NOM :	PRENOM :
NOM D'USAGE :	
DATE DE NAISSANCE : __ / __ / ____	LIEU DE NAISSANCE :
NATIONALITE :	DATE D'ENTREE EN FRANCE : __ / __ / ____

VOS COORDONNEES

ADRESSE (Si vous êtes hébergés, veuillez compléter l'attestation d'hébergement prévue à cet effet)	
ADRESSE MAIL :	
N° TELEPHONE FIXE : _____	N° TELEPHONE PORTABLE : _____

Acceptez-vous de recevoir des informations de l'administration par SMS : Oui Non

VOTRE ENTREE EN FRANCE

N° DU PASSEPORT :
AUTORITE DE DELIVRANCE :
VALABLE DU __/__/____ AU __/__/____
DATE D'ENTREE EN FRANCE : __/__/____
VISA : <input type="checkbox"/> sans visa <input type="checkbox"/> avec visa D (long séjour) <input type="checkbox"/> avec visa C
VISA VALABLE DU __/__/____ AU __/__/____

Avez-vous déjà obtenu un récépissé, une carte de séjour, une autorisation provisoire de séjour ?

Oui Non

si oui, veuillez indiquer le numéro étranger (numéro à 10 chiffres) : _____

VOTRE SITUATION FAMILIALE

Célibataire Concubin(e) Marié(e) Pacsé(e) Veuf/ve Divorcé(e) Séparé(e)

NOM DU CONJOINT :	PRENOM DU CONJOINT :
DATE DE NAISSANCE DU CONJOINT : __/__/____	LIEU DE NAISSANCE DU CONJOINT:
NATIONALITE DU CONJOINT :	PAYS DE RESIDENCE DU CONJOINT :
DATE DU MARIAGE OU DU PACS : __/__/____	

Votre conjoint est-il titulaire d'un titre de séjour ? Oui Non

Si oui, n° Etranger (numéro à 10 chiffres) : _____

VOS PARENTS

	NOM	PRENOM	NATIONALITE	PAYS DE RESIDENCE	Cochez la case si décédé
PERE					
MERE					

VOS ENFANTS

NOM	PRENOM	NATIONALITE	PAYS DE RESIDENCE	AGE	Cochez la case si décédé

Conformément à la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, un droit d'accès et de rectification aux données enregistrées s'exerce auprès de la préfecture de la résidence du demandeur. En cas de refus de fournir les informations susmentionnées, l'administration ne pourra établir le titre sollicité. Toute fausse déclaration est passible des peines d'emprisonnement et d'amende prévues par les articles 441-6 et 441-7 du nouveau code pénal.

Je suis informé(e) que les titres, actes d'état civil et documents présentés dans le cadre de la présente demande de titre de séjour feront l'objet d'une authentification auprès des autorités ou organismes qui les ont émis.

Je soussigné(e) atteste sur l'honneur que les renseignements inscrits sur le présent formulaire sont complets et conformes à la réalité de ma situation personnelle.

Fait le à

Signature du demandeur :

PREMIERE DEMANDE D'UN TITRE DE SEJOUR REFUGIE/PROTECTION SUBSIDIAIRE

DOCUMENTS A FOURNIR : **(ORIGINAUX et PHOTOCOPIES SANS AGRAFE)**

Un justificatif de domicile de moins de 3 mois : facture (eau, électricité, téléphone), contrat de location ou une quittance de loyer

Si vous êtes hébergé : Attestation d'hébergement de moins de 3 mois (ci-jointe)

Trois photographies d'identité récentes, identiques et conformes aux normes biométriques

Décision de l'OFPRA attribuant le statut de réfugié/protection subsidiaire au demandeur

Afin de faciliter votre passage au guichet, merci de bien vouloir :

- **trier votre dossier :** les originaux d'un côté, les photocopies de l'autre
- **ne pas agraffer les documents entre eux**
- **classer les documents dans l'ordre indiqué dans la liste des pièces à fournir**

DECLARATION DE DOMICILE

Je soussigné M (Nom – Prénom de l'hébergeant) :

Déclare héberger

M (Nom – Prénom de l'hébergé) :

Lien de parenté :

A l'adresse suivante :

.....

.....

Fait à, le

Signature du (de la) déclarant(e) :

JUSTIFICATIFS À JOINDRE IMPÉRATIVEMENT AU PRÉSENT CERTIFICAT :

- Carte nationale d'identité française **ou** titre de séjour de l'hébergeant
- ET**
- Quittance de loyer, facture d'eau, de gaz, d'électricité, de téléphone fixe, au nom de l'hébergeant datée de **moins de 3 mois**

Le Code pénal, en ses articles 441-1 à 441-12, condamne tout acte pouvant être qualifié de faux ou usage de faux, à savoir la constatation d'une altération frauduleuse de la vérité, la déclaration mensongère, l'établissement d'une attestation ou d'un certificat faisant état de faits inexacts. Aussi, toute infraction constatée fera l'objet d'un signalement auprès du Procureur de la République territorialement compétent, lequel jugera des poursuites judiciaires à exercer (article 40 du Code de procédure pénale).

Initiales de l'agent ayant donné le rendez-vous :

Date du rendez-vous : -----/-----/-----